

Niveaux de dotation d'EDF SEI, Gérédis et EEWf au titre du fonds de péréquation de l'électricité (FPE) pour les années 2026 à 2029, au niveau de dotation d'EDM pour 2026, au cadre de régulation associé et à la modification du TURPE 7

Date de la contribution : 21/11/2025

Evolutions envisagées relatives au TURPE 7

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'incitation des délais de raccordement de la qualité d'alimentation des ELD de plus de 100 000 clients ne faisant pas l'objet d'analyse de leurs comptes par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

ELE renvoie la CRE à la réponse commune d'ELE et de l'UNELEG à cette question.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux modifications de critères techniques de définition des zones et aux évolutions des listes envisagées par la CRE pour la composante injection-soutirage ?

Défavorable

Commentaire :

A titre liminaire, ELE rappelle être défavorable à l'introduction de la tarification injection-soutirage. En effet, celle-ci envoie des signaux de court terme non pertinents, ni pour le système électrique, ni pour les opérateurs de stockage, de façon inéquitable entre ces opérateurs eux-mêmes mais aussi vis-à-vis des autres utilisateurs du réseau. Ces modifications remettraient en cause le principe de non-discrimination tarifaire des réseaux ainsi que celui de péréquation géographique, faisant peser un risque de contestations et d'opposabilité juridique concernant la définition des zones et la validation des sites éligibles.

La modification des règles envisagées par la CRE vient encore élargir le périmètre des zones éligibles. ELE est donc défavorable aux évolutions de liste proposées par la CRE.

ELE estime que les contraintes et signaux d'injection-soutirage doivent être contractualisés d'une part dans les conventions de raccordement au travers de gabarits de « soutirage-injection » (comme pour le réactif), et d'autre part au travers de services systèmes contractualisés entre le stockeur et le gestionnaire de réseau.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'autorisation d'attribution d'heures creuses méridiennes entre 11h et 14h ?

Favorable

Commentaire :

ELE est favorable à cette proposition. En effet, ELE considère que l'autorisation des heures creuses méridiennes (11h-14h) en saison haute, permettra de lisser les usages et de renforcer la stabilité du réseau. Le report des consommations vers le milieu de journée, où l'électricité est plus abondante et moins coûteuse, contribuera à réduire les coûts du réseau et du système électrique.